

ÉLIMINER LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Le 23 novembre : « Dans 12 féminicides c'est Noël »

150 000 personnes ont défilé dans les rues des grandes villes de France pour clamer haut et fort que pas une femme de plus ne doit être tuée, que la culture du viol doit cesser, qu'il faut éliminer les violences sexistes ou sexuelles assénées aux femmes.

150 000 personnes pour rappeler que 140 féminicides au moins (piste privilégiée par la police) ont été commis cette année en France et qu'une à trois femmes sur 10 sont violées une fois dans leur vie.

150 000 personnes pour rendre visibles ces deux millions de femmes qui subissent les coups, les insultes, les humiliations et auxquelles ils laissent croire qu'elles se trompent, qu'elles exagèrent, qu'elles sont hystériques. « Deux millions de femmes battues en France, cela fait deux millions d'hommes cogneurs » (Le Doeuff).

150 000 personnes pour dire non au système qui autorise ces souffrances, ces tortures et ces meurtres.

150 000 en France, mais bien plus dans la plupart des pays du monde où le 23 et le 25 novembre, les femmes ont pris la parole en place publique pour dénoncer les agressions sexistes et sexuelles, les violences, les viols qu'elles subissent. Elles ont crié leur colère à la face des agresseurs : quand ils agressent l'une d'entre elles, ce sont toutes les femmes qu'ils agressent, et elles seront là, soutenues par toutes et tous pour la riposte !

Femmes en colère contre l'État

Les manifestant-es s'insurgent aussi contre un État qui ne prend pas ses responsabilités. La convention C190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail, arrachée par les syndicats et notamment la CGT au patronat en juin dernier



n'attend que d'être ratifiée. Mais le gouvernement cherche à isoler les violences faites aux femmes dans le champ du privé.

Or la convention souligne fort justement, comme le défend de longue date la CGT, que les liens sont étroits entre les violences domestiques et celles commises sur le lieu du travail.

Les syndicalistes qui sont féministes savent bien que l'intime est politique : il faut lutter contre les dominations de classe et lutter contre celles de genre, contre toutes les dominations.

Que les annonces du Grenelle des violences sont donc petites, ridicules, face à l'ampleur de la tâche ! Formation des enseignant-es, protection et accueil des victimes de violences, et prise en charge des auteurs de violences...

Toujours rien sur le travail, toujours pas de moyens financiers supplémentaires puisque le Premier ministre annonce, pour 2020, 360 millions contre les violences, soit la reconduction de l'enveloppe de 2019... en décalage total avec l'exigence d'un milliard d'euros supplémentaire portée par la mobilisation !

Omerta dans l'Éducation nationale et le Supérieur

La tribune « Agressions sexuelles : L'Éducation nationale garantit l'omerta et l'impunité aux agresseurs, qu'ils soient élèves ou personnels » a été publiée dans le Monde du 22 novembre 2019.

Les syndicalistes de la CGT, la FERC, Sud éducation et la FSU dénoncent l'attitude insupportable de leurs ministères, à tous les étages de la hiérarchie, pour étouffer les affaires de violences sexistes et sexuelles à l'Éducation nationale et dans l'Enseignement supérieur.

Partout, l'administration tente de museler les victimes mais aussi les témoins et les syndicalistes. Partout, son inaction est un système bien organisé de protection des agresseurs : c'est la victime qui est pénalisée, muette « dans l'intérêt du service ».

La cgt éducation organise une grande consultation nationale pour lutter contre cette invisibilité organisée des violences.

Il faut que le gouvernement prenne enfin la mesure des dégâts, fasse appliquer la loi et mette en place les conditions d'une réelle égalité entre les femmes et les hommes dans ses administrations !